

# Info Marne

## SOMMAIRE *(cliquez sur l'article)*

Édito : Le temps n'est plus au constat, mais à l'action ! ..... 1  
Champagne : L'UMC refuse le dialogue ! ..... 2  
Reims - Valeo : Premier coup de semonce ..... 2  
Châlons-en-Champagne - Ti Automotive : Un flou qui ne rassure pas ..... 2  
Sézanne - Kenvue (ex Johnson et Johnson) : Laborieuse négociation ..... 3  
Couvrot - Calcia Heidelberg Materials : Un cimentier allemand qui chasse les cégétistes ..... 3  
Cormontreuil - Phone Express : Quand la victime devient coupable ..... 4  
25 janvier : Journée nationale contre le sexisme : un cache-misère ? ..... 4  
Mobilisation le 20 mars : Les retraités ne sont ni des nantis ni des privilégiés .. 4

## Édito : Le temps n'est plus au constat, mais à l'action !



L'actualité internationale n'est guère réjouissante. Les peuples se divisent, la priorité nationale s'impose comme le maître-mot dans un nombre incalculable de pays de tous les continents. Aux États-Unis, avec le bulldozer TRUMP, les décisions les plus radicales voient rapidement le jour, la ligne ultraconservatrice et un patriotisme exacerbé laissent imaginer le pire.

Du côté de l'Europe, on se distingue avec des parlementaires qui privilégient la productivité et la rentabilité à outrance, sans considération pour les travailleurs. Pendant ce temps, les partis politiques français se déchirent et se donnent en spectacle, offrant matière à rire aux observateurs étrangers, tandis que les Français en subissent les conséquences.

Désabusés, les salariés se retrouvent divisés, repliés sur leurs propres problèmes, et enfermés dans leurs craintes face à un avenir incertain. Cette fragmentation affecte également le syndicalisme, victime d'un individualisme rampant qui gangrène l'esprit collectif et affaiblit notre capacité à agir ensemble.

Bien que la CGT soit toujours en première ligne contre les discriminations, les inégalités et les excès d'un système favorisant les plus fortunés, elle doit surtout veiller à ne pas perdre de vue sa mission première : aider les salariés, que ce soit dans les entreprises ou les établissements publics. C'est pourquoi, les syndicats marnais ont décidé de faire du renforcement et du déploiement les priorités sur l'ensemble du territoire. Depuis plusieurs mois, un véhicule financé par les syndicats et les structures de la CGT, parcourt nos routes départementales à la rencontre des salariés, parfois isolés. Cette initiative vise à les informer de leurs droits et tenter de les organiser, créant ainsi un lien essentiel entre les travailleurs. Aujourd'hui, le pouvoir d'achat et les conditions de travail sont les préoccupations majeures des travailleurs. Ces thématiques doivent être au cœur de nos débats et de nos revendications.

Nous devons mettre à disposition notre savoir-faire là où il est le plus nécessaire, pour accompagner les salariés dans leur lutte, dans cette société qui tend à mépriser et écraser les plus vulnérables. Chaque syndicat et chaque syndiqué peut contribuer à ce projet de renforcement, adopté lors du comité général de l'Union Départementale à Vitry-le-François l'année dernière. Il n'y a aucun obstacle, ni difficulté pour suivre ce plan de renforcement et de déploiement, qui doit faire de nous l'organisation syndicale la plus forte et la plus écoutée de notre département. Les militants de la CGT disposent de tous les moyens pour transformer la situation actuelle. Il leur appartient de travailler ensemble, dans un esprit collectif, pour construire l'avenir.

Mario SANTIN, secrétaire à la politique financière et administrateur



31 janvier 2025  
#95

Union Départementale  
des syndicats CGT de la Marne  
15, boulevard de la Paix  
BP 11215  
51058 Reims Cedex  
Tél. 03 26 88 23 04  
[udcgt51@laposte.net](mailto:udcgt51@laposte.net)  
[www.udcgt51.fr](http://www.udcgt51.fr)

Une question sur ?

- CONTRAT DE TRAVAIL
- FORMATION PROFESSIONNELLE
- TEMPS DE TRAVAIL
- ACCIDENT DU TRAVAIL
- DROIT JURIDIQUE
- MALADIE PROFESSIONNELLE
- ÉGALITÉ DE TRAITEMENT
- DISCRIMINATION
- SALAIRES
- REPRÉSENTATIVITÉ SYNDICALE
- RUPTURE CONVENTIONNELLE
- CONDITION DE TRAVAIL
- CODE DU TRAVAIL
- CONGÉS PAYÉS
- HEURES SUPPLÉMENTAIRES
- ÉLECTION PROFESSIONNELLE

la cgt Marne

N'hésitez pas nous sommes là pour vous répondre !

## Champagne :

### *L'UMC refuse le dialogue !*



Mardi 28 janvier, 500 salariés des maisons de champagne de Reims et Epernay se sont rassemblés devant l'Union des Maisons de Champagne (UMC), à Reims, où devaient se tenir les négociations salariales.

Face à cette imposante mobilisation le président de la commission sociale de l'UMC a perdu son sang-froid et décidé d'interrompre les discussions. Un comportement surprenant de sa part, vivement dénoncé par la CGT et les autres organisations syndicales qui appellent les salariés à rester mobilisés, afin d'obtenir une augmentation générale des salaires.

Plus unie que jamais, l'intersyndicale CGT, CFTD, FO réclame une revalorisation salariale de 3,13 %, en lien avec l'augmentation du SMIC en 2024 et la bonne santé économique du secteur.

[\(voir le site de la CGT champagne\)](#) [\(voir la vidéo de José BLANCO\)](#)

## Reims - Valeo :

### *Premier coup de semonce*



Une cinquantaine de salariés se sont mis en grève et ont bloqué les entrées du site de Valeo, le mardi 28 janvier, pour dénoncer le plan de suppressions d'emplois en cours sur le site de Reims.

Le site rémois est spécialisé dans la production de systèmes de refroidissement des moteurs thermiques et hybrides.

Le 27 novembre dernier, la direction avait annoncé son intention de supprimer 97 postes, dont 33 départs volontaires, sur les 323 du site de Reims. Ce projet s'inscrit dans le vaste plan de restructuration qui touche près d'un millier de salariés sur l'ensemble des sites français de Valéo. Une violente casse sociale et industrielle sans autre justification que la recherche d'augmenter de plus de 60 % son résultat d'exploitation et sa génération de cash entre 2023 et 2025 comme prévu.

Les grévistes de Reims dénoncent ce plan social et le flou entretenu par la direction dans les négociations. Le secteur le plus touché, la recherche et développement, conduirait à la fermeture des ateliers « prototypes » et « molettes » et la compression drastique des effectifs du laboratoire, ce qui laisse planer de lourdes menaces sur les activités de l'ensemble du site.

« On nous annonce déjà qu'on sera en sureffectif en 2028, 64 en trop, dénonce Yazid GOUASMI, secrétaire CGT du CSE. On ne se voile pas la face, sans tous ces gens qu'ils veulent licencier, on fonce dans le mur. »

Les prochains rendez-vous de négociation sont prévus courant février et un temps fort de mobilisation probablement au début du mois de mars, la date de fin des négociations étant fixée au 28 mars 2025. [\(Voir la vidéo de Yazid GOUASMI et Michel NICON\)](#)

## Châlons-en-Champagne

### Ti Automotive :

#### *Un flou qui ne rassure pas*

Suite au rachat du groupe TI Fluid Systems par un fonds de pension américain, les salariés de l'usine de Châlons-en-Champagne sont dans l'expectative. Les nouveaux patrons ont annoncé la couleur en affichant la volonté de réduire de 10 % les effectifs et les installations du groupe « pour en restaurer la rentabilité », mais pour l'instant, rien ne filtre concrètement.

Le flou règne donc sur les conditions du rachat de cet équipementier automobile, leader européen

dans la conception et la fabrication de systèmes d'alimentation carburant. Quelle stratégie industrielle ? Quels investissements technologiques ? Quelles conséquences sociales ?

Le cabinet, expert-comptable du CSE, peine à obtenir les informations nécessaires à la compréhension d'un éventuel projet de réorganisation.

## **Sézanne - Kenvue (ex Johnson et Johnson) : Laborieuse négociation**



La NAO (Négociation Annuelle Obligatoire) 2024 chez Kenvue (fabriquant de produits d'hygiène féminine) s'est achevée après trois réunions de négociation dans un climat tendu, la direction ayant livré un calcul absurde pour essayer de geler une partie de la grille des salaires et s'est permis de souffler le chaud et le froid en soustrayant au fil des réunions, des avancées pourtant actées lors des réunions précédentes.

Au final, la détermination de la CGT a payé, la négociation a abouti sur un projet d'accord qui doit lui être adressé et qu'elle pourrait valider après consultation des salariés.

Celui-ci acte une augmentation de 3,5 %, la revalorisation de la grille du groupe 3, une revalorisation de diverses primes, la création de trois jours de congés pour endométriose.

La CGT déplore le recul sur les trois embauches dès janvier et la suppression de la journée NAO. Elle sera particulièrement vigilante quant au respect du dialogue social lors des prochaines négociations.

## **Couvrot - Calcia Heidelberg Materials : Un cimentier allemand qui chasse les cégétistes**



Nous évoquons dans le [numéro 85 d'Info Marne](#) le témoignage accablant d'un élu CGT de la cimenterie de Couvrot, victime des repréailles patronales suite à la grève historique de 54 jours avec 75 % du personnel fin 2023.

On y dénonçait le management toxique, une forme de harcèlement institutionnel, un climat social dégradé, reconnu par l'administration, l'inspection du travail, la CARSAT, la médecine du travail et largement documenté par le cabinet d'expertise 3E consultants désigné par le CSE. Une procédure juridique, visant à faire condamner l'employeur pour non-respect de la santé physique et mentale des salariés ainsi que de l'ensemble des prérogatives et droits du CSE (Comité social et économique) en matière de prévention des risques professionnels, a été lancée.

Lundi 27 janvier, le site de presse « Blast, le souffle de l'info » a mis en ligne une enquête intitulée « Heidelberg, le cimentier allemand qui chasse les cégétistes », qui décrit de façon détaillée la violente répression syndicale visant spécifiquement les cégétistes de l'entreprise.

Dans les jours qui ont suivi la diffusion, des milliers d'internautes ont pris connaissance de la situation qui s'avère encore plus alarmante que ce qui est décrit dans l'article. On y apprend aussi que la direction d'Heidelberg Materials n'a donné

aucune suite aux nombreuses sollicitations du journaliste de Blast. Serait-ce le signe d'un total sentiment d'impunité de la part de cette direction ? La CGT ne restera pas sans réagir à ces atteintes inacceptables au droit syndical.

[\(Lire l'article de Blast\)](#)

## **Cormontreuil - Phone Express :** *Quand la victime devient coupable*

Un élu CGT de Phone Express est aujourd'hui au cœur d'une procédure de licenciement, dans des circonstances qui interrogent !

[\(voir Info Marne n°83\)](#).

Les faits remontent à une soirée où ce salarié, en pleine coupure réglementaire, a été victime d'un vol alors qu'il était stationné au bord de la route. Plutôt que de recevoir le soutien de sa direction, il s'est vu reprocher de ne pas avoir respecté les consignes imposées par le client, notamment celle de se garer sur un « parking sécurisé ».



La situation a pris une tournure encore plus inquiétante lorsque l'affaire a été portée devant l'inspection du travail de Reims. L'objectif initial était de mener une enquête contradictoire, mais cette dernière s'est transformée en une enquête à charge contre l'élu syndical et, plus largement, contre l'organisation elle-même.

Finalement, l'inspection a validé la demande de licenciement de l'employeur.

Face à cette injustice, la CGT a décidé de saisir le Tribunal Administratif pour contester cette décision et de démontrer cette répression syndicale.

La CGT exprime toute sa solidarité envers notre camarade et ne lâchera rien pour faire respecter le droit des salariés.

## **25 janvier :** *Journée nationale contre le sexisme : un cache-misère ?*

La date du 25 janvier, voulue par Emmanuel MACRON, a été décrétée « Journée nationale contre le sexisme ». Ses objectifs : sensibiliser la société sur le sujet, faire évoluer les mentalités, libérer la parole des victimes et des témoins... de bien belles intentions, mais qui ne peuvent se limiter à une journée par an. Surtout que le constat des inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes et de la progression du sexisme est accablant. Pour la CGT, le combat pour l'égalité entre les femmes et les hommes doit s'inscrire dans une action quotidienne et collective pour l'égalité professionnelle. [\(lire le communiqué de la CGT\)](#)

## **Mobilisation le 20 mars :** *Les retraités ne sont ni des nantis ni des privilégiés*

Face à la stigmatisation des retraités présentés comme la principale cause du déficit de la sécurité sociale par le gouvernement et ses experts, la CGT a proposé aux autres organisations syndicales et aux associations de défense des retraités une journée de mobilisation le 20 mars 2025.

Les chiffres sont pourtant incontestables : aujourd'hui 60 % des retraités perçoivent une pension inférieure au SMIC, 31 % des retraités, dont 74 % sont des femmes, perçoivent moins de 1 000 euros par mois, 11 % des retraités ont une pension moyenne de 790 euros par mois...

Depuis l'arrivée de MACRON en 2017, les pensions n'ont augmenté que de 13,6 % pour une inflation de 19,5 %. De plus, les retraités ont perdu l'équivalent de 3 mois de pension et jusqu'à 4,5 mois pour celles et ceux qui ont subi l'augmentation de la CSG en 2018. L'anniversaire des 80 ans de la Sécurité Sociale (créée le 4 octobre 1945) doit être abordé sous un angle revendicatif et pas simplement comme une commémoration. La CGT revendique la sécurité sociale intégrale, la défense des services publics et de l'industrie sur tout le territoire. Ainsi que le droit d'accès aux soins pour tous et la revalorisation des retraites et des pensions.

[\(voir l'appel à la mobilisation\)](#)



ensemble, on s'organise >

